



La lettre de l'ONAGRI est un nouveau paru trimestriel à destination d'un large public qui traite de sujets d'actualité relatifs au secteur de l'Agriculture et de la Pêche.

Ce deuxième numéro vous propose une lecture dans les dernières campagnes des olives à huile à travers le marché régional de Gremda. Il pose ensuite la problématique de la gestion, de la mise en valeur et de la durabilité des périmètres irrigués affectés par la salinité à travers l'étude du cas de Kalaat El Andalous.

Le troisième article aborde le sujet de la sécurité alimentaire et de la gestion des importations de blé dans les pays arabes (Afrique du Nord et Moyen Orient) en adoptant une approche holistique de la filière d'importation du blé (FIB). Figure aussi dans ce numéro un bref aperçu sur la plateforme de données statistiques agricoles « E-Stat » mise en ligne sur le portail de l'ONAGRI. Enfin vous trouverez les deux rubriques désormais habituelles : Notes de lecture et Rendez-vous.

Le marché des olives à huile de Gremda : un lieu d'échange ou un baromètre des prix ?

Une lecture dans les dernières campagnes

Atsamt الكميات زيتون الزيت المسوقة بسوق بقرمدة بالانخفاض خلال الفترة الممتدة من 2008 إلى 2015، وقد بلغت نسبة هذا التراجع السنوي 22.6%. حيث أنه ولأسباب عديدة منها ما يتعلق بتأمين النقل ومنها ما يتعلق ببعد التموقع الجغرافي للسوق بالنسبة لبعض الجهات، بدأ سوق قرمدة مؤخرا يفقد كميات هامة من الزيتون المنتج وطنيا، وأصبح الدور الأساسي لهذا السوق يتمثل في تحديد أسعار المنتجات التي تباع بعد ذلك إما مباشرة لدى المعاصر، وإما في أسواق أخرى، مما يعطي لهذا السوق سمة المقياس لأسعار الزيتون بالبلاد التونسية.

وتتأني الكميات المسوقة بقرمدة أساسا من منطقتي صفاقس والوسط بنسبة تفوق 80%، حيث تزود هاتان المنطقتان السوق بصفة منتظمة على امتداد موسم ترويح زيتون الزيت، فيما تشهد المناطق الأخرى تذبذبا كبيرا وانقطاعات كثيرة في التزويد.

A 10 Km de Sfax, Gremda est une ville connue pour abriter le plus grand marché d'olives du pays très actif en décembre lorsque la récolte bat son plein. Mais aujourd'hui, Gremda ne serait plus seulement un lieu d'échange de marchandises contre rémunération mais aussi un baromètre de prix des olives qui seraient vendues ailleurs que dans ce marché.

Dans cet article nous nous proposons de suivre l'évolution des quantités et des prix des olives à huile qui ont transité par le marché municipal de Gremda durant la période 2008-2015.

Evolution des approvisionnements

Sur la période considérée, les quantités commercialisées à travers le souk de

Gremda, ainsi que la part de ces quantités par rapport à la production nationale des olives à huile ont suivi des tendances à la baisse avec des taux de croissance annuel moyen TCAM respectifs de (-22.6%) et de (-22.3%). Les quantités d'olives qui ont transité par ce marché ont fluctué entre 57139 tonnes en 2008 et 3075 tonnes en 2014, tandis que les parts

des quantités commercialisées par rapport au total national produit ont varié de 5.71% en 2008 à 0.88% en 2014 (Figures 1 et 2).



Figure 1. Evolution de la part des quantités d'olives commercialisées à Gremda par rapport au total national (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)



Figure 2. Evolution des quantités d'olives commercialisées à travers Gremda (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)

Cette variabilité des quantités commercialisées s'expliquerait par l'irrégularité de la production nationale des olives à huile mais aussi surtout au cours des dernières années par le fait que ce marché servirait beaucoup plus aux producteurs à estimer le cours ou la valeur de leur produit pour le vendre ultérieurement à des prix plus avantageux soit directement aux huileries soit dans des marchés parallèles.

Par région, Sfax et le Centre accaparent en général à eux seuls plus de 80% des quantités commercialisées. En 2015, environ 66.3 % des quantités étaient originaires de Sfax et 28% provenaient du Centre ; le reste a été réparti comme suit :

- 4.27% en provenance du Sahel
- 0.30% en provenance du Nord
- 1.23% en provenance du Sud

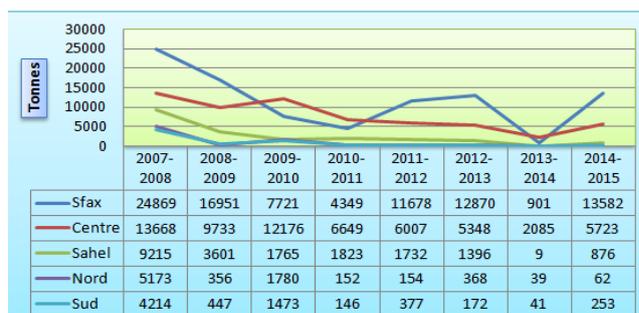


Figure 3. Evolution des quantités d'olives par région d'origine (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)

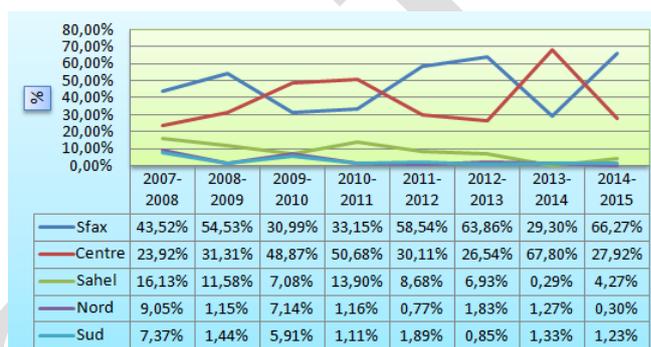


Figure 4. Evolution des parts dans l'approvisionnement par région (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)

Sur les huit années observées, Sfax a été le premier fournisseur d'olives, cinq fois et le Centre trois fois. Ces deux régions se caractérisent en outre par la régularité de leurs apports et leur présence durant la quasi-totalité de la campagne (Figure 5).



Figure 5. Evolution des quantités d'olives commercialisées originaires de Sfax et du Centre durant la campagne 2014-2015 (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)

Pour les autres régions, il existe une discontinuité au niveau des apports principalement pour le Nord et le Sud et la durée des approvisionnements est plus réduite (Figure 6).

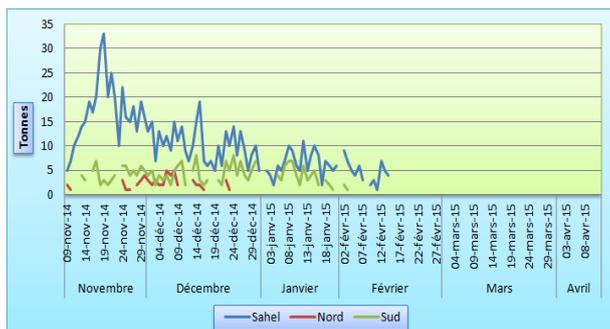


Figure 6. Evolution des quantités d'olives commercialisées originaires du Nord, du Sahel et du Sud durant la campagne 2014-2015 (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)

Ces irrégularités au niveau de la durée et des quantités commercialisées des olives en provenance du Nord et du Sud pourraient s'expliquer par :

- Des distances plus grandes qui engendreraient des coûts de transport plus élevés
- Des raisons d'ordre sécuritaire
- La présence d'autres points de vente (souks de Monastir, Mahdia, etc.) et/ou par la vente directe aux huileries.

Evolution des prix

La fixation des prix se fait généralement sur la base de la teneur en huile déterminée par le pressurage manuel à partir d'un échantillon d'olives.

Les régions de Sfax et du Centre se caractérisent par des prix compris dans des intervalles à large amplitude (entre 700 et 1620 Millimes/Kg à Sfax, et entre 650 et 1480 Millimes/Kg au Centre en 2014-2015).

Ceci s'expliquerait par l'importance des quantités et la diversité des qualités en provenance de ces deux régions. Ces différences entre les prix max et min sont moins importantes pour les autres régions (entre 700 et 1380 Millimes/Kg pour le Sahel, entre 750 et 1180 Millimes/Kg pour le Nord, et entre 800 et 1340 Millimes/Kg pour le Sud en 2014-2015) (Figure 7).

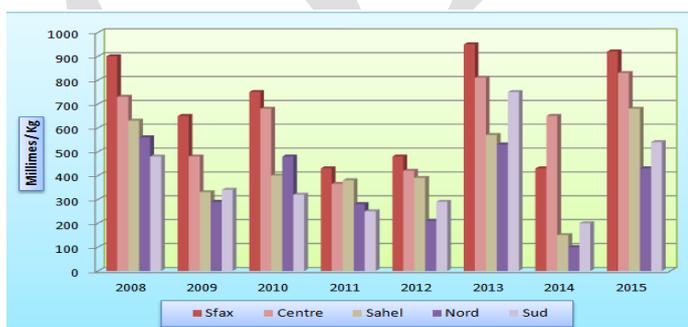


Figure 7. Evolution des amplitudes des intervalles de prix (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)

Le maximum des prix observés sur les huit années considérées a été enregistré à Sfax en 2015 avec 1620 Millimes/Kg. Sfax a en effet détenu la première place en termes de prix « max » cinq fois sur les huit années observées.

Pour les prix « min », c'est le Centre qui occupe la première place avec six observations sur huit. Le minimum absolu des prix a été de 300 Millimes/Kg observé en 2009 et en 2010 au Centre.

En général, les prix suivent une tendance haussière sur la quasi-totalité des régions entre le début et la fin de chaque campagne (Figure 8). Ceci s'expliquerait par :

- Les quantités qui commencent à se raréfier à partir de janvier (Figures 5 et 6)
- Le retard de maturité de certaines variétés d'olives surtout celles en provenance de Sfax (Chemlali de Sfax)

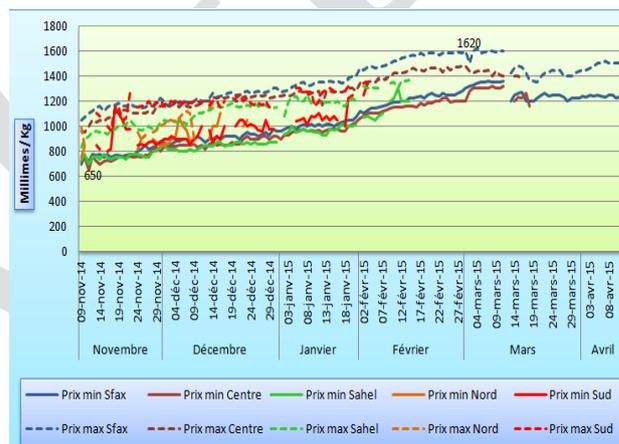


Figure 8. Evolution des prix de la campagne 2015/2014 (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier)

Durant la période 2008-2015, l'analyse des prix courants¹ des olives originaires de Sfax et du Centre indique dans les deux cas une courbe à deux phases :

- Une phase descendante de 2008 à 2012
- Une phase ascendante à partir de 2012 à 2015

¹ Il s'agit d'une moyenne annuelle pondérée

Toutefois, il y a lieu de citer qu'en 2014 les prix des olives originaires de Sfax ont baissé à 845 Millimes/Kg contre 939 Millimes/Kg en 2013. Ceci est dû au fait que la récolte nationale a enregistré au cours de cette année son niveau le plus bas où Sfax n'avait écoulé sur le marché de Gremda que 901 tonnes d'olives contre 12870 tonnes en 2013.

Ces mêmes prix payés aux agriculteurs exprimés en termes constants deviennent moins rémunérateurs (Tableau 1).

Tableau 1. Evolution des prix courants et des prix constants des olives à huile originaires de Sfax (base 100 en 2005) entre 2008 et 2014

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Prix Courants	854	652	656	617	619	939	845
Prix Constants	756	557	537	488	464	662	566
Taux de croissance à prix courants	****	-24%	1%	-6%	0%	52%	-10%
Taux de croissance à prix constants	****	-26%	-4%	-9%	-5%	43%	-15%

Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier

Ainsi, en 2013 une hausse des prix en termes courants de 52% par rapport à l'année qui précède n'est en fait que de 43% en termes réels. En 2014, une baisse des prix courants de 10% revient à une diminution de 15% en termes constants.

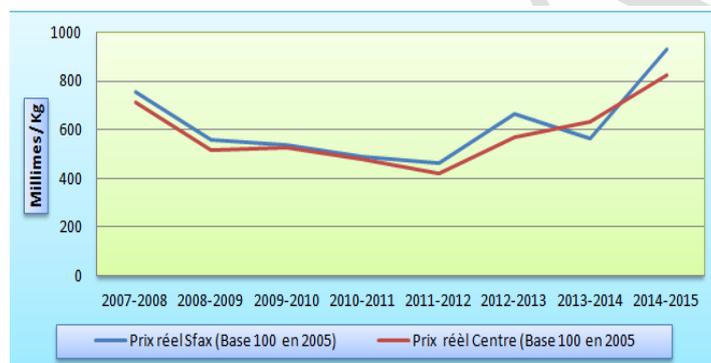


Figure 9. Evolution des prix constants (base 100 en 2005) durant la période 2008-2015 à Sfax et au Centre (Source : Nos calculs à partir des données de l'Institut de l'Olivier).

Ces baisses de prix en termes constants lorsqu'elles, sont couplées à une baisse des approvisionnements en olives ne peuvent conduire à relever les revenus des producteurs, d'autant plus que l'indice général des prix est en régulière hausse depuis plusieurs années, reflétant une augmentation du niveau général des prix (de l'inflation).

Conclusion

Une lecture dans les dernières campagnes d'approvisionnement des olives à huile qui transitent par le marché de Gremda, montre que les prix et les quantités enregistrés dépendent étroitement du niveau de la production nationale. De 2008 à 2015, les quantités d'olives à huile commercialisées à travers ce marché ainsi que les parts de ces quantités par rapport au total de la production nationale ont suivi une tendance baissière avec des TCAM respectifs de (-22.6%) et de (-22.3%). A partir de 2012, les prix ont amorcé une hausse aussi bien en termes courants qu'en termes constants ; les prix les plus élevés ayant été ceux des olives originaires de Sfax et du Centre qui approvisionnent régulièrement à eux seuls près de 80% des quantités commercialisées et ce durant la quasi-totalité de la campagne (cinq à six mois), contrairement aux autres régions dont la campagne est plus réduite et les apports moins réguliers. Les variétés utilisées, les distances plus ou moins longues, les coûts de transport et la présence d'autres points de ventes à proximité pourraient expliquer cette disparité régionale.

Aujourd'hui, ce marché est considéré comme étant la bourse et le baromètre national des cours des olives à huile, beaucoup plus qu'un lieu d'échange pour écouler un produit qui pourrait se vendre ailleurs soit directement aux huileries soit dans d'autres marchés.

Remerciements

L'ONAGRI remercie vivement l'Institut de l'Olivier de Sfax (IOSFAX) qui a fourni de précieuses informations concernant le marché de Gremda ayant servi de base à l'élaboration de cette note.

Le problème de salinité dans les périmètres irrigués : un regard sur le cas de Kalâat El Andalous

Tsaham المناطق السقوية في تونس بنسبة 40% من القيمة الجمالية للإنتاج الفلاحي وبنسبة 10% من قيمة الصادرات الفلاحية وتمثل 8% من مساحة الأراضي القابلة للحث أي ما يعادل 420 ألف هكتار. إلا أن هذه المناطق على غرار المنطقة السقوية بقلعة الأندلس تشكو من تملح التربة نظرا لملوحة مياه الري بالإضافة إلى تأثير طبيعة المناخ (خاصة في الأقاليم الجافة والشبه جافة) وسوء التصرف في عملية الري. يؤدي هذا التملح إلى تدهور نوعية التربة وتراجع مردودية الزراعات مما يستوجب ضرورة اتخاذ بعض التدابير اللازمة من قبل الفلاحين لمجابهة الإشكالات المتعلقة بتملح التربة وضمان مردودية المستغلات الفلاحية من ناحية وديمومة المناطق السقوية من ناحية أخرى. لئن تمكن الأمطار خلال الموسم الشتوي من غسيل الأملاح وبالتالي التقليل من ملوحة التربة فإن حدة ظاهرة تملح التربة تتفاقم خلال موسم الري (الموسم الصيفي) وتبلغ درجات مرتفعة تؤثر بشكل واضح على مردودية الزراعات قد تصل إلى أكثر من النصف. ومن هذا المنطلق، يعتبر حسن التصرف في إدارة عملية الري من خلال تطبيق غسيل الأملاح لصرف كميات الأملاح المتركمة في منطقة جذور الزراعات واعتماد طرق تداول زراعي تمكن من تامين مياه الري وتضمن بالتوازي المحافظة على التربة، من أهم الطرق الكفيلة للحد من ظاهرة تملح التربة في المناطق السقوية.

Dans les zones arides et semi-arides, la pratique de l'irrigation est impérative pour assurer la diversification des cultures et l'augmentation de leur rendement. Cependant, le développement de l'irrigation dans ces zones s'est, dans la majorité des situations, accompagné de la salinisation des sols à des degrés d'importance diverse ce qui engendre une diminution du rendement des cultures et affecte négativement les propriétés physico-chimiques des sols. Ce phénomène résulte principalement de l'irrigation avec de l'eau salée, d'une mauvaise conduite des irrigations, d'un drainage inexistant ou non fonctionnel, de la présence d'une nappe superficielle et salée, d'une intense évapotranspiration et de l'existence des sols à texture fine.

En Tunisie, les périmètres irrigués couvrent une superficie de 425 000 ha et représentent 8% de la superficie agricole utile. Ils contribuent à raison de 40% à la valeur totale de la production agricole et

de 10% à la valeur des exportations agricoles. Néanmoins, la Tunisie est un pays qui dispose de ressources en eau très limitées. De plus, 30% des ressources en eaux tunisiennes mobilisables présentent une salinité supérieure à 3 g/l. Compte tenu de la rareté de l'eau et de sa qualité médiocre, de l'aridité du climat et d'une gestion inadaptée de l'irrigation dans plusieurs cas, les problèmes liés à la salinisation et à l'engorgement des sols dans les périmètres irrigués sont assez fréquents.

Environ 50% des périmètres irrigués sont affectés par la salinisation des sols dont environ 10% sévèrement et près de **100 000 ha de terres irriguées** souffrent de la salinisation à différents degrés (Mtimet, 2014).

Dans les périmètres irrigués, la problématique de la gestion, de la mise en valeur et de durabilité du milieu s'impose vu sa forte exposition aux problèmes de la salinisation des sols. En effet, la multiplicité des contraintes physiques ainsi que la façon dont les agriculteurs agissent

sur le milieu notamment à travers les pratiques culturales et la conduite de l'irrigation caractérisent une interaction continue d'un écosystème dynamique. Ainsi, s'avère-t-il important d'aborder la gestion de la salinité dans les périmètres irrigués en adoptant deux approches complémentaires : la perception de la salinité par l'agriculteur en tant qu'acteur intervenant directement dans le processus de la salinisation du sol (à travers la conduite de l'irrigation et les pratiques culturales qu'il adopte) et l'environnement physique qui renferme le complexe eau-sol-plante. Donc, la gestion de la salinité résulte de la capacité à maintenir des conditions favorables au développement de la culture en fonction de certains déterminants principaux : la salinité de l'eau d'irrigation, la conduite de l'irrigation et du drainage afin de lessiver les sels

excédentaires, la sensibilité ou la tolérance de la culture à la salinité et la succession des cultures adoptées.

Le périmètre irrigué de Kalâat El Andalous (2905 ha) est localisé dans la Basse Vallée de la Mejerda. Ce périmètre, dont la mise en eau remonte à 1992, est entièrement équipé avec un réseau d'irrigation et un réseau de drainage. Il présente une vulnérabilité à l'hydromorphie et à la salinisation des sols. Ces problèmes sont dus à l'utilisation des eaux salées pour l'irrigation mais aussi aux caractéristiques climatiques, et hydro-pédologiques de la zone (forte évaporation, présence d'une nappe phréatique salée et des sols à texture limono-argileuse à argilo-limoneuse). Ainsi, dans ce périmètre une chute du rendement des cultures a été enregistrée. Dans cette zone, la problématique de la durabilité du système irrigué et de sa rentabilité se pose surtout qu'on compte des dépenses d'énergie élevées destinées pour le pompage de l'eau d'irrigation et des eaux de drainage qui représentent environ 70% des dépenses totales. Une étude⁽¹⁾ a été effectuée dans ce périmètre durant la période mai 2008-août 2010, son objectif consiste à analyser les effets de la succession des cultures (pluviales et irriguées) et de la conduite du lessivage des sels sur la gestion de la salinité. Dans ce cadre, **des expérimentations et des mesures** ont été menées à **l'échelle globale du périmètre** et à **l'échelle d'une parcelle (2,4 ha)**. A l'échelle du périmètre, un suivi des composantes du bilan hydro-salin (pluie, irrigation, drainage, et l'évapotranspiration réelle) a été effectué. Quant à l'échelle de la parcelle, le travail s'est principalement intéressé au suivi de la

conduite des irrigations ainsi qu'à la mesure de la salinité du sol sous des cultures d'été irriguées (tomate, melon et courge), sous une culture d'hiver conduite en mode pluvial (céréale) et sous une jachère. Par ailleurs, une enquête a porté sur les pratiques culturales adoptées par les agriculteurs et leur perception de la salinisation des sols. Le modèle CROPWAT (Crop Water Requirements) version 8.0 (FAO, 1998) et le modèle SaltMod (Oosterbaan et Lima, 1989) ont été appliqués respectivement pour la détermination des besoins en eau des cultures et pour la simulation de la salinité dans la zone racinaire.

Les résultats de cette étude ont montré que le bilan salin pour tout le périmètre irrigué de Kalâat El Andalous a été négatif, ce qui explique une tendance générale à la désalinisation des sols qui est d'autant plus importante que l'année est pluvieuse. A l'échelle de la parcelle, la **salinité a enregistré une hausse durant le cycle de développement des cultures irriguées** (saison estivale) et a atteint une valeur maximale de 8,4 dSm⁻¹ (desiemens par mètre). Dans le cas de la jachère, et en absence d'irrigation ce sont les conditions climatiques (pluie et évaporation) qui conditionnent principalement le dynamisme salin qui est marqué globalement par une baisse de la salinité par rapport à celle enregistrée sous les cultures irriguées. Durant le cycle de développement des céréales, le lessivage de sels sous l'effet de la pluie a conduit à une désalinisation des sols où la salinité a atteint une valeur minimale de 1,6 dSm⁻¹. Cette tendance de salinisation et désalinisation du sol est confirmée par le modèle SaltMod.

Donc, **la pratique de la succession cultures irriguées-jachère-cultures en pluvial est recommandée afin d'atténuer et réduire la salinité** dans les périmètres irrigués étant donné que sous une succession, culture d'été irriguée-culture d'hiver irriguée, le modèle SaltMod prévoit des valeurs de salinité élevées (proches de 10 dSm⁻¹). En se référant aux résultats de l'enquête, il s'avère que les pratiques de gestion de la salinité sont dépendantes de la perception de la salinité que se font les agriculteurs qui adoptent différentes pratiques selon leur savoir faire. Ces pratiques sont basées essentiellement sur la diversification de leurs systèmes de culture, notamment en matière de choix des assolements et de rotation des cultures. Par ailleurs, c'est le mode pluvial qui est prédominant et la pratique des cultures irriguées se limite principalement à la saison estivale et parfois même elles sont remplacées par la jachère. En effet, les exploitants sont contraints d'abandonner toutes les parcelles irriguées après chaque saison d'irrigation en pratiquant des rotations ou en louant des terres qui ont été exploitées en pluvial ou en jachère.

⁽¹⁾ Cette note a été basée sur les travaux de thèse de doctorat de Noura Ferjani (Ingénieur principal à l'ONAGRI) encadrée par Professeur Hédi Daghari : «Contribution de la succession des cultures et de la conduite du lessivage des sels dans la gestion de la salinité : cas du périmètre irrigué de Kalâat El Andalous», Institut National Agronomique de Tunisie et Faculté des Sciences de Bizerte, 2014.

Le suivi de la conduite du lessivage des sels pour les cultures irriguées, a révélé un surplus d'apport d'eau d'irrigation pour la culture de tomate où les apports dépassent largement les besoins en eau de la culture et les besoins de lessivage. Ainsi, pour cette culture, la maîtrise de la gestion de l'irrigation permet de réaliser des économies sur le coût de l'eau et une **amélioration de la valorisation économique de l'eau d'irrigation** (de 0,6 dinar/m³ à 1dinar/m³). Pour les cultures de melon et de courge, les apports d'eau d'irrigation étaient faibles et ne permettaient pas de satisfaire les besoins en eau des cultures et les besoins de lessivage. Ceci a engendré une accumulation des sels à la fin de la saison d'irrigation. Par ailleurs, les résultats de simulation de la salinité par le modèle SaltMod indiquent que sans pratique de lessivage, la salinité va atteindre des valeurs qui dépassent largement les seuils tolérables par les cultures maraichères. L'application d'une dose de lessivage devient alors impérative pour maintenir une concentration de sels dans le sol tolérable par les cultures.

En conclusion, le problème de la salinisation des sols dans le périmètre irrigué de Kalâat El Andalous est manifesté principalement lors de la saison d'irrigation. L'effet cumulatif des apports de sels suite aux apports d'eau d'irrigation sans pratique d'une dose de lessivage suffisante, et/ou en présence d'un réseau de drainage bouché, entraîne une salinisation du sol. A la concentration excessive de sels observée durant la saison d'irrigation correspond une baisse du rendement, d'où l'importance de la conduite du lessivage des sels afin de maintenir dans le sol une concentration de sels tolérable par les cultures. **Une attention particulière devrait être accordée à la conduite des irrigations afin d'éviter tout manque ou tout excès en termes d'apports d'eau d'irrigation qui doivent répondre à la fois aux besoins en eau des cultures et aux besoins de lessivage. Par ailleurs, la pratique de la succession cultures irriguées-jachère-cultures en pluvial est impérative afin d'atténuer et réduire la salinité dans le périmètre irrigué de Kalâat El Andalous.**

Références et sources de données

- FAO (1998). CROP WAT for Windows: User guide Version 4.2.0013 October 1998.
- Mtimet.A (2014). Atelier "Appui à l'Alignement des Programmes d'Action Nationaux (PAN) sur la Stratégie Décennale de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification», TUNIS 18 décembre 2014.
- Oosterbaan, R.J. and Pedrose de Lima, (1989): SaltMod manual, ILRI, The Netherlands.

Sécurité alimentaire et gestion des importations de blé dans les pays arabes

Depuis le début de l'année 2010, l'augmentation des prix internationaux des produits de base agricoles a entraîné une répétition de la crise des prix alimentaires de 2007-2008. À l'échelle internationale, le choc de prix 2010-2011 a fait basculer dans la pauvreté 44 millions de personnes, 68 millions de consommateurs nets de denrées alimentaires qui sont tombés en dessous du seuil de pauvreté et 24 millions de producteurs nets qui sont sortis de la pauvreté grâce aux prix alimentaires plus élevés (Banque mondiale 2011). Les pays arabes sont particulièrement concernés car ils sont largement dépendants des marchés internationaux de produits de base céréaliers, en particulier du marché du blé. A cet effet, la région Afrique du Nord et Moyen-Orient illustre bien une hyper dépendance, car avec 6% de la population mondiale, elle reçoit chaque année, depuis la décennie 1990, près de 35% des importations mondiales de blé. La volatilité et la pression haussière sur les prix du blé sont probablement dues à une

multitude de facteurs, notamment la croissance démographique, la croissance des revenus, la promotion des biocarburants, les prix du carburant élevés et instables et la dépréciation du dollar. Le changement climatique et la faiblesse du ratio stock/consommation contribuent à aggraver la volatilité des prix. Une intensification des événements météorologiques graves risque d'accroître la variabilité des rendements agricoles, tandis que la relative faiblesse des niveaux des stocks rend le marché international du blé encore plus vulnérable aux perturbations de l'offre. Les pays arabes sont particulièrement vulnérables au renforcement de la volatilité des marchés internationaux du blé car ils sont fortement tributaires des importations de blé et la demande à court terme de blé est relativement inélastique dans ces pays. Ils importent au total près de 56% des calories provenant des céréales qu'ils consomment, avec une part prépondérante de blé. Certains pays

importent 100% de leurs besoins de consommation de cette denrée. Etant des importateurs nets de blé, les pays arabes sont soumis à des risques simultanés d'offre et de prix en matière d'importation du blé. En effet, sur les marchés internationaux, les céréales sont en train d'entrer dans une période de volatilité des prix susceptible de durer dans le temps, résultant de la fréquence accrue des chocs de l'offre liés aux événements climatiques, de la faiblesse des ratios stock/consommation et des réponses des politiques commerciales. Les perturbations de l'offre peuvent menacer la sécurité nationale, ce qui nécessite des chaînes d'approvisionnement plus efficaces et fiables. Les investissements dans les Filières d'Importation du Blé¹ sont essentiels pour réduire l'exposition

certains pays importent 100% de leurs besoins de consommation de cette denrée. Etant des importateurs nets de blé, les pays arabes sont soumis à des risques simultanés d'offre et de prix en matière d'importation du blé. En effet, sur les marchés internationaux, les céréales sont en train d'entrer dans une période de volatilité des prix susceptible de durer dans le temps, résultant de la fréquence accrue des chocs de l'offre liés aux événements climatiques, de la faiblesse des ratios stock/consommation et des réponses des politiques commerciales. Les perturbations de l'offre peuvent menacer la sécurité nationale, ce qui nécessite des chaînes d'approvisionnement plus efficaces et fiables. Les investissements dans les Filières d'Importation du Blé¹ sont essentiels pour réduire l'exposition

¹ FIB : Filière d'Importation du Blé.



des pays arabes aux risques de prix et aux risques d'approvisionnement à l'importation. La capacité de stockage totale dans la région correspond en moyenne à l'équivalent de six mois de consommation et les stocks de fin de campagne atteignent en moyenne quatre mois et demi. Un grand nombre de pays arabes prévoient cependant d'accroître leurs réserves stratégiques de blé comme mesure de précaution pour améliorer la sécurité alimentaire. L'augmentation des réserves stratégiques de blé pourra non seulement réduire la volatilité des prix nationaux et la fréquence des chocs de prix intérieurs, mais elle pourra aussi avoir une incidence sur le marché mondial du blé et, en retour, atténuer les risques de prix sur les marchés internationaux.

Trois facteurs doivent être pris en compte lors de l'établissement de directives de gestion des réserves : le seuil de prix intérieur qui déclenche le déstockage des réserves de blé, le niveau de réserves visé et la cadence de réapprovisionnement des réserves. Les avantages des réserves stratégiques de blé doivent bien évidemment être comparés au coût de leur maintien.

Un appui logistique efficace et fiable est le gage d'une filière d'importation performante, permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et d'assurer les livraisons en temps opportun et de façon économique. Tous les segments de la FIB sont reliés et l'efficacité est essentielle tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les problèmes affectant un maillon ou un nœud peuvent avoir des répercussions tout au long de la chaîne d'approvisionnement, accroissant à la fois les délais de transit et les coûts d'importation du blé. Ainsi, la durée moyenne de transit de la FIB est de 78 jours dans les pays arabes, avec un

coût approximatif de 40 dollars par tonne. À titre de comparaison, aux Pays-Bas, la durée moyenne de transit est de 18 jours et coûte 11 dollars par tonne, tandis qu'en Corée du Sud, le délai de transit moyen est de 47 jours et coûte 17 dollars par tonne. Les chaînes d'approvisionnement présentent cependant des écarts de performance significatifs au sein de la région. Dans certains pays ce sont les ports qui posent problème, tandis qu'ailleurs ce sont les systèmes de transport intérieurs qui sont inefficaces. Chaque pays arabe devrait identifier les segments spécifiques de la FIB qu'il souhaite cibler pour améliorer l'efficacité, réduire le temps nécessaire à l'importation, le coût de base des importations de blé et les pertes de marchandises (atteignant jusqu'à 5 % dans certains pays).

Le recours à des méthodes variées d'approvisionnement et à des outils différents améliorant la stratégie nationale de gestion des risques peut également améliorer la sécurité alimentaire. Quelle que soit l'approche des processus d'appels d'offres retenue par les pays arabes, plus conservatrice ou plus risquée, chaque pays peut développer des partenariats stratégiques avec les négociants de céréales et les principaux pays exportateurs de céréales. Ces relations aideront à réduire le risque de contrepartie, qui pourrait conduire à des ruptures temporaires de l'approvisionnement. En outre, les outils de gestion des risques, tels que les instruments de couverture financière et physique, pourront être utilisés pour réduire l'exposition à la volatilité des prix et aux chocs de prix. Une bonne stratégie de couverture doit se concevoir sur un horizon à long terme, faisant appel à une combinaison des différents instruments disponibles. Elle pourrait en outre aider les

pouvoirs publics à mieux prévoir leurs obligations budgétaires futures.

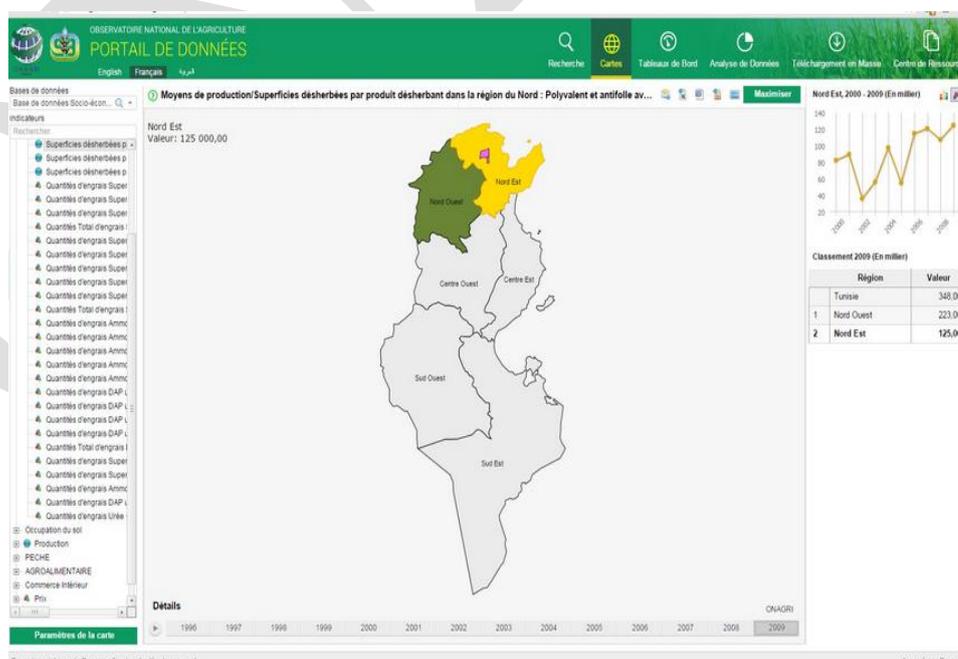
Pour répondre aux risques d'importation régionaux et nationaux, les pays arabes peuvent avoir recours à des investissements et des réformes politiques ciblés. Ceci afin d'améliorer l'efficacité de l'ensemble de la FIB, en se concentrant sur les réserves stratégiques, la logistique et l'approvisionnement. La coopération transnationale pourrait également servir de levier pour mettre en œuvre des solutions régionales. Des améliorations de la FIB pourraient générer d'importantes retombées positives pour d'autres secteurs, allant de l'orge (les pays arabes importent 57 % des échanges mondiaux d'orge) et d'autres marchandises en vrac comme le charbon, le minerai de fer et les engrais, jusqu'aux biens non-consommables qui sont importés via les mêmes ports et transportés sur les mêmes routes. La sécurité alimentaire est un défi commun à tous les pays arabes et il est essentiel que les pouvoirs publics, la communauté des bailleurs de fonds et le secteur privé coordonnent étroitement leurs efforts.

Référence

Ce travail a été basé sur une étude réalisée conjointement par la Banque Mondiale et le Centre d'Investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) : « La filière des céréales – Sécurité alimentaire et gestion des importations de blé dans les pays arabes – 2012 ».

La plateforme interactive de diffusion de données 'E-STAT' : Vers une information plus accessible

Dans le cadre du renforcement du système d'information du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, l'Observatoire National de l'Agriculture vient de mettre en place une plateforme de diffusion de données statistiques, techniques, sociales et économiques relatives au secteur agricole, et ce dans le cadre d'une initiative pilote conduite en collaboration avec la Banque Africaine de Développement. E-STAT est une véritable plateforme statistique équipée d'un ensemble complet d'outils à la pointe de la technologie et du savoir permettant de faciliter la centralisation des données statistiques, d'optimiser l'efficacité de leurs traitements et de leur gestion et d'accroître la fiabilité des résultats. Cette plateforme est accessible sur le site : www.onagri.tn



Notes de lecture

Cette rubrique se donne pour objectif de faire connaître à un public large intéressé, des contributions marquantes dans le domaine de l'agriculture et des politiques agricoles et ce dans un esprit d'échange et de réflexion, à partir de nouvelles parutions : ouvrages, documents de travail, etc., récemment parus et susceptibles d'enrichir les connaissances et la compréhension et susciter de la réflexion autour de questions pertinentes.

Besbes, M., Chahed, J. et Hamdane, A. (2014). Sécurité hydrique de la Tunisie, gérer l'eau en conditions de pénurie. Edition l'Harmattan, 358 p.

Cet ouvrage, a été écrit par trois spécialistes Tunisiens¹ dans le domaine de l'eau et il s'intitule « Sécurité hydrique de la Tunisie, gérer l'eau en conditions de pénurie ». Publié aux éditions l'Harmattan dans la collection Histoire et Perspectives Méditerranéennes, ce livre soulève le problème crucial de l'eau en Tunisie et dans le Monde.

Il a été préfacé par Ghislain de Marsily² qui le qualifie de travail remarquable et exhaustif, écrit dans un langage pédagogique et le « recommande très chaudement à tout public intéressé par l'eau ». Ce document « est une source d'idées originales pour aborder la question des choix pour l'avenir en Tunisie comme ailleurs..... ». Il est très riche en données et informations scientifiques dans le domaine de l'eau et comprend six chapitres traitant chacun d'une thématique particulière.

Ainsi, dans un premier temps, les auteurs ont développé la problématique de l'eau dans le monde par des concepts, des courants d'idées, des débats qui dominent la question de l'eau à travers le monde, et en quatre parties : i) le bilan hydrique mondial ; ii) les principes, concepts et instruments des politiques de

l'eau ; iii) les pénuries, la sécurité hydrique et les solutions ; iv) la communauté internationale, l'accès à l'eau et son partage.

Dans une seconde étape, les auteurs ont retracé l'histoire de l'hydraulique et de la politique de l'eau en Tunisie de 1960 à 2010 abondamment étayée par des tableaux et diagrammes.

Le troisième volet de cet ouvrage, a porté sur le bilan hydrique national tunisien à travers la mobilisation des ressources, la demande en eau, les déséquilibres régionaux et transferts, la surexploitation des eaux souterraines et le cycle anthropique de l'eau, Enfin, les trois derniers chapitres, fortement conseillés à la lecture portent successivement sur le bilan hydrique intégral (eau bleue, eau verte et eau virtuelle), la gestion des besoins en eau et les ressources non conventionnelles et finalement le retour à la sécurité hydrique et les problèmes, les questions en débat dont la gestion et la sécurisation de l'approvisionnement en eau à court et à long terme. Vu d'un autre angle, l'on peut dire qu'hormis le premier chapitre, les cinq autres chapitres traitent de l'expérience tunisienne et de son avenir.

Les auteurs posent les questions pertinentes de la sécurité hydrique fortement liée à

l'approvisionnement en eau potable, à la sécurité alimentaire, aux politiques agricoles et aux problèmes d'ordre écologique (pollution, changements climatiques etc.), mais aussi des questions qui posent problème et qui tournent autour de trois thématiques essentielles : comment sécuriser l'approvisionnement en eau. Comment se présente l'avenir de l'eau en Tunisie. Comment réaliser la bonne gouvernance de l'eau.

L'atout majeur de cet ouvrage est l'ensemble des solutions qui sont également proposées en réponse aux questions posées et qui sont le fruit de l'impressionnante synergie entre les trois spécialistes.

¹ Mustapha Besbes Hydrologue, membre associé à l'Académie des Sciences
 Jamel Chahed Ingénieur hydraulicien Docteur en Sciences Professeur à l'ENIT de Tunis et l'INSA de Toulouse
 Abdelkader Hamdane Ingénieur agronome ancien Directeur Général du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux au Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche

² Professeur à l'Université de Paris VI, membre de l'Académie des Sciences

Banque Africaine de Développement (2015). L'investissement direct étranger améliore-t-il le bien-être des populations dans les pays d'Afrique du Nord ? Document de travail. Série sur les notes de politiques en Afrique du Nord.

Edité par la BAD dans la série sur les notes de politiques en Afrique du Nord, ce document étudie les liens entre les entrées d'investissements directs étrangers (IDE) et l'amélioration du bien-être des populations dans les pays d'Afrique du Nord.

Les auteurs démontrent que bien que les IDE contribuent à la croissance économique des pays de l'Afrique du Nord, dont la Tunisie ils demeurent cependant concentrés dans peu de secteurs en priorité à l'extraction pétrolière, les services et le tourisme, le bâtiment et les services publics et en second lieu les industries primaires non extractives pourtant à forte intensité de main d'œuvre et favorables aux moins nantis et le secteur manufacturier.

Dans le cas de la Tunisie, les principaux secteurs bénéficiaires des IDE sont ceux des services publics qui fournissent l'électricité, le gaz et l'eau. A partir de ce constat les auteurs recommandent de mettre en œuvre des politiques permettant de diversifier les cibles des IDE, notamment en faveur des secteurs primaires non extractifs à forte intensité de main d'œuvre (agriculture, chasse, foresterie, pêche et du secteur manufacturier), qui présente le plus fort effet d'entraînement au plan économique.

Dans nombre de ces pays, du fait de la concentration des IDE dans un nombre très limité de secteurs, leur impact sur le

bien-être des populations de la région dépendra largement des politiques budgétaires et de redistribution mises en place, notamment dans les secteurs de l'extraction des ressources naturelles.

De plus, une plus grande diversification sectorielle des IDE dans la région pourrait contribuer à accélérer la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus au niveau des pays.

Cette analyse documentaire a été développée à partir d'arguments théoriques se basant sur le lien entre les IDE et le bien-être des populations visées à l'instar des tests sur le lien direct entre « IDE et croissance économique ».

La dernière partie du document s'est voulue synthétique et pratique par l'avancement de trois types de recommandations de politiques.

- ii) Pour réduire les différences en termes de bien-être moyen dans les pays de la région, les politiques visant à attirer les IDE doivent être élaborées avec soin et de manière à attirer les investissements vers les secteurs les plus productifs de l'économie, en particulier le secteur manufacturier
- iii) Pour réduire les inégalités au sein d'un même pays, il convient de proposer suffisamment de mesures incitatives pour encourager les investissements

étrangers dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre qui bénéficient aux plus pauvres, à l'image de l'agriculture et de la chasse, de la foresterie et de la pêche, de l'éducation, de la santé et du développement des infrastructures

- i) La troisième recommandation porte sur le renforcement de la qualité des institutions et de la gouvernance dans les pays concernés dans l'optique de mieux redistribuer la richesse et donc de réduire la pauvreté

Les auteurs concluent qu'il existe un lien positif important entre les IDE et l'amélioration du bien-être dans l'ensemble des pays nord-africains. Ils affirment que ce lien subsiste quelque soit la taille du pays, son endettement, le niveau d'instabilité macroéconomique, le développement de ses infrastructures, la qualité de ses institutions, les risques politiques, son degré d'ouverture aux échanges commerciaux extérieurs, le niveau d'éducation et le stade de développement des marchés financiers.

Les rendez-vous

Cette rubrique vous propose les dates des événements des prochains mois (congrès, colloques, séminaires, foires, etc.) en Tunisie et à l'étranger.

Du 07 au 10 juillet 2015

Paris /l'UNESCO. Conférence : « Notre avenir commun sous les changements climatiques ».

Du 16 au 17 juillet 2015

Vietnam /AGRO MACHINERY VIETNAM - AGRO CHEMICALS VIETNAM. Salon international et conférence sur le machinisme agricole et les produits chimiques agricoles au Vietnam.

Du 24 au 27 juillet 2015

Belgique / Libramont-Chevigny. La Foire agricole, forestière et agroalimentaire de Libramont est une gigantesque exposition en plein air qui accueille chaque année plus de 200 000 visiteurs, 1800 exposants et marques sur un site de 300 000 m².

Du 25 au 28 juillet 2015

Brésil/FENASUCRO & AGROCANA. Salon international des filières du sucre et du bioéthanol - Salon International du business et des technologies de la canne à sucre.

Du 09 au 10 sept 2015

France/INNOV-AGRI GRAND SUD-OUEST. Salon de l'innovation en agriculture. INNOV-AGRI Grand Sud-ouest est devenu le rendez-vous du Sud-ouest avec près de 35 000 visiteurs sur la dernière édition.

Du 15 au 18 sept 2015

Tunisie/Expo Center, Houmt Souk Djerba. Salon des Services et Equipements de l'Agriculture et de la Pêche " AGRI SUD 2015".

Du 29 sept au 02 oct 2015

Tunisie/Agro-Med. Foire Internationale de Sousse.



Observatoire National de l'Agriculture

30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis
Site Web: <http://www.onagri.tn>
Téléphone (+216) 71-801-055/478
Télécopie : (+216) 71-785-127
E-mail : onagri@iresa.agrinet.tn



ONAGRI